

Promouvoir une culture de l'évaluation des politiques publiques

Déclaration du groupe de La CGT - FO

Le groupe FO partage l'analyse selon laquelle, la confusion longtemps entretenue entre le contrôle, l'audit et l'évaluation n'a favorisé ni l'appropriation d'une culture d'évaluation ni son acceptation par les administrations et les agents chargés de la mise en œuvre des politiques publiques.

Par ailleurs, une approche parfois trop quantitative et trop centrée sur des questions de rendement moyens/objectifs, fait peser sur l'évaluation le soupçon d'être avant tout un moyen de réduction de la dépense publique, tel qu'en témoigne l'exemple de la RGPP. À l'heure actuelle, la plupart des lettres de missions en matière d'évaluation comportent de manière claire la recherche d'économies substantielles. Pour le groupe FO, une évaluation bien conduite devrait en premier lieu s'assurer que la politique publique a produit les effets attendus mais aussi que les moyens adéquats pour produire le résultat escompté ont été mis en place.

Le rapport identifie aussi une dérive consistant à évaluer les politiques publiques à travers le prisme des normes privées ou du *benchmarking* érigés en dogmes par les cabinets de conseil privés pour lesquelles les évaluations menées à la demande des administrations publiques constituent une véritable rente de situation. Il faut chercher l'origine de cette dérive dans le *New public management* qui considère que dérégulation et rigueur budgétaire devraient être les deux mamelles d'une politique publique bien conduite, alors qu'elles n'aboutissent qu'à une marchandisation du secteur public pénalisant les plus fragiles. Aussi, le groupe FO partage l'idée selon laquelle l'État ne fait pas suffisamment appel à ses propres compétences en matière d'évaluation et notamment les inspections ou les directions de la statistique.

Une appropriation de la culture de l'évaluation suppose que les critères et les indicateurs s'écartent de la culture du chiffre, et soient définis en lien avec les objectifs recherchés et les différentes parties prenantes ce que ce rapport met en lumière. De la même manière, conforter le rôle d'évaluation du Parlement ne peut que favoriser l'émergence d'une vraie culture de l'évaluation. À cet égard, le chapitre concernant la LOLF est révélateur du dévoiement que la culture du chiffre peut amener en matière d'évaluation. En effet, les indicateurs qui auraient pu et auraient dû servir à déterminer l'adéquation des moyens avec les objectifs assignés, se sont transformés en outils de réduction arbitraire de la dépense publique.

Le groupe FO partage également l'avis selon lequel le CESE n'est pas suffisamment reconnu dans son rôle d'évaluation des politiques publiques, bon nombre de ses avis comportant en effet une vraie

dimension évaluative n'ont fait l'objet ni d'un retour ni d'un suivi de la part des responsables politiques.

Pour le groupe FO, une meilleure coopération entre notamment la Cour des comptes et le Commissariat général à la stratégie et à la prospective et pourquoi pas le CESE pourrait constituer un bon début.

Une plus grande implication des administrations dans les processus d'évaluation et pas seulement à travers la communication des données, pourrait aussi favoriser l'appropriation d'une véritable culture de l'évaluation par les agents publics. Le groupe FO considère donc que ce rapport décrit de manière exhaustive les difficultés attachées à l'exercice d'évaluation qu'elle soit *ex ante* ou *ex post*, qu'il propose des pistes de réflexion intéressantes et l'a voté.